Les familles entières fabriquent des briques près d'Islamabad.

Travail décent, vie décente

Les travailleurs ne sont pas des outils !

Presque la moitié de la population mondiale active gagne moins de deux dollars par jour. 12,3 millions de femmes et d'hommes travaillent dans des conditions d'esclavage. 200 millions d'enfants de moins de 15 ans travaillent au lieu d'aller à l'école. 2,2 millions de personnes changent chaque année suite à des accidents du travail. Exploité·e·s, victimes de chômage massif ou de délocalisations régionales, la valorisation des droits syndicaux et l'absence de protection sociale pour la majorité des travailleurs employés dans l'« économie informelle »… Bref, il est temps mettre le concept de « travail décent », développé par l'Organisation internationale du travail, sérieusement à l'agenda ! Le travail décent est un travail qui garantit des moyens suffisants pour satisfaire les besoins humains essentiels. Cela passe par un revenu décent, la liberté de s'organiser, le droit à la protection et à un dialogue social, dans un cadre général qui élimine toute forme de travail forcé ou obligatoire, qui abolit le travail des enfants, ainsi que la discrimination en matière d'emploi et de profession…

Or, au Nord comme au Sud, on constate moult manquements et abus dans ce domaine. Ainsi, la pression sur les droits syndicaux est généralisée. Au nom du profit, les multinationales se livrent à une véritable course descendante, vers les territoires les moins exigeants sur les plans fiscal, social, salarial et environnemental. Elles font trop souvent fabriquer leurs produits là où les salaires sont bas, les droits sociaux limités, voire inexistants, et la protection de l'environnement absente des préoccupations. Cette stratégie de la course vers la prédation généralisée concerne les travailleurs et les régions du monde entier.

Pour contrer la mise en concurrence des travailleurs entre eux, il faut renforcer la solidarité internationale d'une part, et inscrire le travail décent au cœur des politiques de développement d'autre part. Pour y arriver, les Etats doivent mieux coopérer et réguler le marché du travail. Non, les travailleurs ne sont pas des outils ! ■

Alexandre Seron
CNCD-11.11.11

Entrez en campagne !

Après deux ans de campagne en faveur de la souveraineté alimentaire, le CNCD-11.11.11 s'attaque aux conditions injustes de travail au Nord et au Sud. Avec le coup d'envoi de la nouvelle campagne pour le travail décent et Esperanzah !, il entend mettre absolument des préoccupations. Cette stratégie de la course vers la prédation généralisée concerne les travailleurs et les régions du monde entier.

Pour contrer la mise en concurrence des travailleurs entre eux, il faut renforcer la solidarité internationale d'une part, et inscrire le travail décent au cœur des politiques de développement d'autre part. Pour y arriver, les Etats doivent mieux coopérer et réguler le marché du travail. Non, les travailleurs ne sont pas des outils ! ■

Alexandre Seron
CNCD-11.11.11

Entrez en campagne !

Après deux ans de campagne en faveur de la souveraineté alimentaire, le CNCD-11.11.11 s'attaque aux conditions injustes de travail au Nord et au Sud. Avec le coup d'envoi de la nouvelle campagne pour le travail décent et Esperanzah !, il entend mettre absolument des préoccupations.

En janvier 2007, une campagne mondiale était lancée dans le cadre du Forum social mondial de Nairobi, portée notamment par la Confédération syndicale internationale. En Belgique, la coalition belge pour le travail décent s'organise autour des syndicats, d'ONG et d'associations (le CNCD-11.11.11 et son homologue néerlandophone). Ou cité francophone, la coalition rassemble notamment la CSC, la FGTB, Solidarité socialiste, Solidarité mondiale, Oxfam solidarité, Oxfam-Magasins du Monde, la campagne Vêtements propres, le GRESEA, le Cible, le Monde selon les femmes, le Réseau financement alternatif, la CGSLB et le CADTM.

Dans le cadre de la campagne, la coalition défend des revendications qui vont de la mondialisation du revenu décent pour une vie décente, à la régulation des acteurs privés, en passant par la priorité à mettre sur le travail décent dans les politiques de développement et une effective mondialisation des droits sociaux.

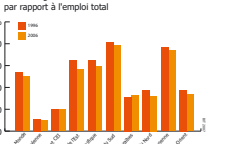
En produisant ce poster, *Imagine demain le monde !* associe activement à cette campagne. Vous aussi vous voulez passer à l'action pour défendre le travail décent ? Consultez le site www.travaildecent.be

Industrie textile à Pékin.

Guilherme Horta, syndicaliste brésilien, ancien travailleur forcé.

Dans la banlieue d'Addis-Abeba, vitesse de roues destinées à 99 % à l'export.

Pourcentage des travailleurs vulnérables par rapport à l'emploi total



La moitié des travailleurs sont « vulnérables »

Les travailleurs vulnérables, ce sont tous les travailleurs installés à leur compte, qui ont créé leur propre emploi, et les travailleurs familiaux non rémunérés. Autrement dit le vendeur de rue, la femme qui s'occupe du champ familial et qui vend sa production au marché, la petite couturière indépendante, le conducteur de taxi autonome. C'est une notion (comme celle des travailleurs pauvres d'ailleurs) qui concerne très majoritairement les pays en développement, où le secteur informel notamment est extrêmement important, et où ces travailleurs vulnérables n'ont droit à aucun filet de sécurité en cas de chute de la demande ou de problèmes de santé, par exemple.

En 2007, par définition, quasiment un travail, cinq n'avaient qu'un emploi vulnérable – un chiffre à peine plus faible qu'il y a dix ans – et ne bénéficiaient même pas de l'éventuelle sécurité que peut apporter un travail salarié.

Dans les pays les plus pauvres, les travailleurs vulnérables sont bien souvent aussi ceux qui ne franchissent pas la barre des deux dollars par jour ! Le manque de travail décent dans le monde est à l'évidence considérable.

L'Afrique subsaharienne est en tête des plus mal lotis : la part des travailleurs vulnérables dépasse les 70 %, et le taux de travailleurs pauvres (un ou deux dollars par jour) est le plus élevé du monde. Leur nombre ne cesse d'augmenter (20,4 % de plus selon le critère d'un dollar, 28,1 % de plus selon le critère de deux dollars) et l'écart avec les autres régions de se creuser…

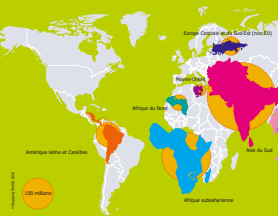
En Amérique latine, c'est le taux d'emplois vulnérables – en hausse – qui est préoccupant, car il traduit le fait que les nouveaux emplois créés dans le secteur des services sont précaires et sans doute peu payés, avec de mauvaises conditions de travail. 16 % des emplois créés dans le monde l'ont été en Asie de l'Est (Chine, Corée, Taïwan, etc.), où le nombre de travailleurs vulnérables n'est pourtant à chuté et où la productivité du travail a connu une croissance spectaculaire. Mais malgré tous ces indicateurs positifs, le tableau reste sombre : pour ce qui concerne le nombre d'heures de travail (50 par semaine dans certains pays), la sécurité, la santé et le dialogue social, le Bureau international du travail ne relève pas d'amélioration.

Quant à l'Asie du Sud (Inde, Pakistan, etc.), elle a connu une réduction spectaculaire de la pauvreté, mais la part de l'emploi vulnérable y est la plus élevée du monde. Si les habitants de cette région gagnent plus qu'auparavant, ils restent majoritairement pauvres, n'ont toujours sans protection sociale, sans droits du travail fondamentaux, et sans dépasser le seuil des deux dollars par jour, puisqu'ils sont encore huit travailleurs sur dix à vivre en dessous de celui-ci.

Un travail décent pour tous, on le voit, est un objectif encore lointain. La croissance économique n'entraîne pas mécaniquement l'amélioration des conditions de travail. Il faut une vraie volonté politique et placer les travailleurs au centre des politiques macroéconomiques si l'on veut que cette croissance économique soit durable et égalitaire.

Sources
Tendances mondiales de l'emploi, BIT, 2007
Key Indicators of the Labour Market, 5th Edition, 2007

Quatre travailleurs sur dix gagnent moins de 2 $ par jour !



Travailler et être pauvre

Sur cette carte, la taille des régions est définie par la proportion de travailleurs pauvres qui y vivent. Avec leur famille, ces personnes gagnent moins de deux dollars par jour (1). Sur la planète ils sont 1,3 milliard à ne pas parvenir à dépasser ce seuil, soit quatre travailleurs sur dix. Tout en travaillant ! Avec un tel salaire, la probabilité que leur emploi soit décent est bien entendu infime. Les seuls besoins que permet de satisfaire ce niveau de revenus sont strictement vitaux. Ce que l'on appelle le seuil de pauvreté entrevêtre a été fixé à un dollar par jour. 486,7 millions de travailleurs se retrouvent dans cette catégorie.

(1) Seuls les travailleurs sont pris en compte ici, mais leur salaire a été réparti entre tous les membres de la famille.

Un déséquilibre indécent

Ceci est une carte de « l'indice de pauvreté humaine » : plus la surface est grande, plus la taille de la population vivant dans la pauvreté y est importante. Le calcul est effectué en multipliant le chiffre de population par un ou deux indices de pauvreté.

La pauvreté n'est en effet pas qu'une question d'argent. Pour la mesurer, tous les pays n'utilisent pas les mêmes critères. Ainsi, les trente pays riches faisant partie de l'OCDE y fontent entrer les revenus et l'emploi à long-terme… mais pas l'accès à l'eau potable ni les enfants sous alimentés. Ce que font tous les autres pays du monde. Ce qui veut dire que les pauvres des pays riches sont matériellement dans une meilleure situation. Les autres indicateurs communs à tous les pays sont l'analphabétisme et l'espérance de vie.

Au final, comme on le constate, les régions riches (Amérique du Nord, Europe, Japon, Australie) disparaissent quasi de la carte. Tandis que l'Asie et l'Afrique prennent des proportions énormes. Comme la pauvreté qui y règne, pour la grande majorité de la population.

2006 ESRI Corporation (Source: Atlas du Le Monde diplomatique, Nouveaux Constats, 2006 Arte Editions)

Où sont les enfants travailleurs ?

❶ Philippines : couturières à 3,5 euros par jour

Les zones franches offrent à l'industrie textile exonération fiscale et main-d'œuvre abondante. Une couturière philippine gagne 3,5 euros par jour et ne peut pas se syndiquer. Ces zones participent à la ronde mondiale des usines textiles, toujours en quête d'une main-d'œuvre bon marché. Après guerre, elles ont d'abord quitté l'Europe pour le Maghreb, avant de rejoindre les pays asiatiques, et de se relocaliser aujourd'hui en Chine. En 1990, 1,3 million de Philippins travaillaient dans la textile. Ils sont aujourd'hui moins de 300 000. En Amérique latine, les zones franches se nomment maquiladoras. Les plus importantes se concentrent dans le Nord du Mexique, à la frontière avec les Etats-Unis.

❷ Népal : esclaves pour dette affranchis

Le Népal a affranchi et réinséré dans la société 18 000 kamaiyas, des esclaves pour dette. La servitude pour dette résulte d'un emprunt contracté par un paysan auprès de son patron. Le taux usuraire empêche l'apurement de la dette, ce qui contraint le travailleur à rester au service de son patron jusqu'à la fin de ses jours. Ses enfants héritent ensuite de cette dette. Cette forme d'esclavage touche des millions de personnes, essentiellement au Bangladesh, au Pakistan et au Népal.

❸ Brésil : quand le soja crie la disette

Avec 27 % de la production mondiale, le Brésil est en passe de devenir le premier exportateur de soja. Cette « fève en or », cultivée sur des friches forestières, a transformé l'Amazonie en Far-West, d'où les communautés indigènes sont chassées. Les plantations couvrent la forêt à raison d'un hectare toutes les huit secondes. Le soja ne crée pas d'emploi : avec la mécanisation, un homme traite 4 000 hectares. Bref, il crée surtout des disettes sur place, tandis que les fèves vont nourrir le bétail européen.

❹ Maroc : les call-centers en plein boom

« Allô, nous vous invitons à venir découvrir notre nouvelle collection de tapis ! » Bonjour, c'est un… Profitant de la bonne connaissance du français par les diplômés locaux, 150 centres d'appel téléprospectent depuis le Maroc les publics belges et français pour des assurances, des commerces ou des institutions bancaires. Ce secteur, en plein boom, a doublé de taille en deux ans. Il emploie 17 000 personnes, dont le salaire oscille entre 250 et 400 euros par mois. La Tunisie, autre pays francophone d'Afrique du Nord, s'est également spécialisée dans les centres d'appel.

❺ Inde : le « bureau du monde » à 200 euros par mois

L'Inde s'est spécialisée dans l'industrie des services, ce qui lui vaut le surnom de « bureau du monde ». Recherche informatique, analyse financière, centres d'appels et services après-vente travaillent en ligne depuis Delhi ou Bangalore, pour la planète entière. Malgré des salaires modestes (200 euros par mois), 50 millions d'Indiens ont ainsi rejoint la classe moyenne friande de modernité.

❻ Maroc : les call-centers en plein boom

« Allô, nous vous invitons à venir découvrir notre nouvelle collection de tapis ! » Bonjour, c'est un… Profitant de la bonne connaissance du français par les diplômés locaux, 150 centres d'appel téléprospectent depuis le Maroc les publics belges et français pour des assurances, des commerces ou des institutions bancaires. Ce secteur, en plein boom, a doublé de taille en deux ans. Il emploie 17 000 personnes, dont le salaire oscille entre 250 et 400 euros par mois. La Tunisie, autre pays francophone d'Afrique du Nord, s'est également spécialisée dans les centres d'appel.

❼ Zambie : vendeurs des rues en corporations

Ils sont marchands des quatre saisons, agriculteurs ou fabricants de savon. Leur job, ils l'ont inventé tout seul, sans encadrement ni protection. En Zambie, 83 % de la population travaillent ainsi dans le secteur informel et participent pour moitié à la création de la richesse nationale. La coutellerie de Kasumbalesa, informel et considérée comme une piste importante pour réduire la pauvreté. Avec l'aide des syndicats, ces travailleurs se regroupent en corporations. Les vendeurs d'oignons du marché de Lusaka collectent des cotisations, accordent des prêts à certains de leurs membres et s'organisent pour importer des marchandises.

❽ Colombie : syndicalistes sous escorte et en voitures blindées

Un métier particulièrement menacés, se déplacent sous escorte en voiture blindée et sont… syndicalistes. Quatre syndicalistes sur cinq tués dans le monde tombent précisément en Colombie, pays particulièrement violent où s'opposent guérilla marxiste, narcotrafiquants, milices privées et armée nationale. Qui assassine les syndicalistes ? Souvent des milices privées. Le banquier Chiquita a reconnu avoir entretenu sa propre armée, entre 1997 et 2004. La compagnie minière Drummond a répondu devant la justice du meurtre de trois personnes. Ces deux procès augurent d'autres procédures qui devraient mettre un terme à l'impunité des assassins.

❾ Roumanie : travailleurs low-cost sous Dacia

Le printemps fut chaud pour les 14 000 ouvriers de Dacia, le constructeur automobile roumain, filiale de Renault. Après trois semaines de grève, les travailleurs ont obtenu une augmentation de 40 % de leur salaire. Cette grève a tenu en haleine l'ensemble du monde syndical du Vieux Continent. Dacia construit la Logan, voiture à bas prix qui rencontre un vif succès. Lorsque les ouvriers roumains, payés six fois moins que leurs homologues français, réclamèrent une augmentation de salaire, Renault tenta de faire interdire la grève, avant de menacer de délocaliser la production en Inde ou au Maroc. Le 11 avril, le constructeur cédait face à des ouvriers soutenus par les cotisations volontaires des ouvriers français du groupe Renault. Le mouvement syndical européen est ainsi parvenu à redistribuer les dividendes d'un succès industriel. Fait rare, l'un produit par le CNCD et consacré la production automobile, sera projeté en avant-première durant le festival Esperanzah !

❿ Belgique : Bruxelles, ses riches et ses pauvres

Capitale d'un petit pays, Bruxelles est également le siège de la Commission européenne, ce qui en fait le centre de décision des 27 pays de l'Union. L'Europe a d'ailleurs choisi Bruxelles pour capitale, notamment en raison du faible poids politique de la Belgique. Ce choix constituant la garantie d'une certaine neutralité, entre les trois poids lourds que sont l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Fameux contraste : la capitale belge compte cinq communes dans le top 10 des plus pauvres du royaume (Saint-Josse, Molenbeek, Saint-Gilles, Schaerbeek et Bruxelles-ville), et connaît un taux moyen de chômage de 20 %, parmi les plus élevés d'Europe.

⓫ Etats-Unis : une influence démesurée

Superpuissance militaire et politique, les Etats-Unis sont le premier centre de décision planétaire. Washington abrite la Maison Blanche mais également le siège de l'onu mondiale, international et de la Banque mondiale. Or, ces deux institutions internationales gèrent une cinéance de 246 milliards de dollars sur l'ensemble du monde. Du Sud. Cette somme représente la production annuelle de richesse de l'ensemble des 50 pays les moins avancés. Dans le même esprit, New York est le siège de la plus importante bourse mondiale – or le pouvoir des entreprises multinationales dépasse aujourd'hui celui de très nombreux Etats –, mais également de l'organisation des nations unies. A Chicago se trouve la principale bourse mondiale des produits agricoles de base où des transactions spéculatives sur le blé, le riz ou le maïs sont réalisées sans qu'il y ait de transactions réelles de ces denrées alimentaires.

⓬ Indonésie : le désastre des agrocarburants

L'Indonésie dispose de la seconde forêt tropicale du monde, or 72 % de celle-ci ont déjà disparu. En cause, le développement fulgurant de l'exploitation forestière. Depuis 1980, l'Indonésie a multiplié par 17 la production de pâte à papier. Les pays s'engagent, comme ailleurs, à développer des agrocarburants avec la production d'huile de palme dont il est le second fournisseur mondial. La conversion des forêts primaires en plantations d'arbres à croissance rapide a provoqué la déforestation et une perte de biodiversité particulièrement l'environnement.

L'affiliation syndicale

Plus elle est forte et libre, meilleures sont les conditions sociales

Plus il y a de travailleurs syndiqués dans un pays, plus celui-ci sera proportionnellement grand sur la carte. Mais être syndiqué n'est pas toujours synonyme de jouissance d'une réelle liberté d'association, loin de là ! Ainsi, sur les 404 millions de syndiqués dans le monde en 2004, un tiers vivait en Chine, où la loi interdit en réalité toute activité syndicale indépendante, et où des travailleurs sont détenus pour avoir participé à des actions collectives. Les pays qui ont connu ou connaissent encore un régime socialiste sont nombreux à se retrouver dans le peloton de tête, signe en réalité de l'imposition d'un syndicat unique dans leur histoire. L'Ukraine a aujourd'hui plusieurs organisations syndicales, mais qui perdent un million d'adhérents par an. La Biélorussie est, pour sa part, l'un des points les plus noirs de l'Europe en ce qui concerne les libertés syndicales. Enfin dans la Fédération de Russie, le manque de démocratie et de liberté d'expression touche aussi les syndicats, mais ceux-ci se battent et sont véritablement actifs. Les pays nordiques ont également un taux très élevé d'affiliation, ainsi que la Belgique, qui se situe au 9e rang mondial. Ces pays représentent un certain modèle de paix sociale, où un syndicalisme « professionnaliste » rompu aux négociations, contribue activement à l'existence de protections sociales relativement fortes.

Violation des droits syndicaux (nombre de cas)

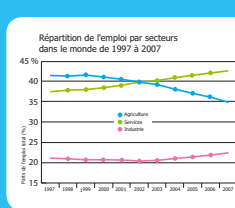
Où sont les agriculteurs ?

Avec la révolution industrielle, la mécanisation, la rationalisation du travail et l'augmentation de la productivité, la profession d'agriculteur a littéralement disparu chez nous. La preuve par cette carte, où la taille des pays est proportionnelle au nombre d'habitants vivant de l'agriculture (ce qui comprend aussi la pêche et l'exploitation des forêts) : les superficies de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord, de l'Australie et du Japon sont extrêmement réduites.

L'agriculture est par contre la source d'emploi d'à peu près 63 % des Africains et de la moitié des Indiens. Or les trois quarts des extrême-ment pauvres vivent dans les zones rurales. Améliorer la situation des petits agriculteurs du Sud devrait donc être une priorité – en changeant les conditions de travail des agriculteurs pauvres (mécanisation…), en luttant contre l'inégalité dans la répartition des terres au Sud, en combattant la concurrence déloyale exercée par les agriculteurs subventionnées du Nord, et en se mobilisant contre la dégradation de l'environnement.

2006 ESRI Corporation (Source: Atlas du Le Monde diplomatique, Nouveaux Constats, 2006 Arte Editions)

Répartition de l'emploi par secteurs dans le monde de 1997 à 2007



Emplois
Les services prennent la tête

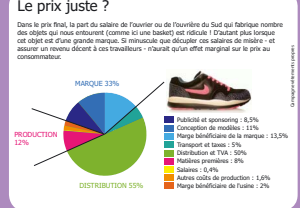
L'emploi sur notre planète est en pleine mutation. Alors que l'agriculture était depuis toujours la première pourvoyeuse d'emplois, ce sont aujourd'hui les services qui en fournissent le plus, avec 42,7 % – contre 34,9 % pour l'agriculture et 22,4 % pour l'industrie (1). Ces mouvements ont lieu à des vitesses différentes selon les régions. L'Asie du Sud-Est est celle qui sort le plus lentement de l'agriculture, suivie par l'Afrique subsaharienne, et c'est l'Asie du Sud – dont l'Inde – qui en sort le plus rapidement (-11,4 % en 10 ans). L'emploi se déplaçant non pas, comme on pourrait le croire, vers les services, mais bien vers l'industrie.

(1) Les chiffres 2007 sont des estimations. Ce déplacement de la valeur agricole par celui des services n'est apparu en 2006, mais, selon la Commission européenne, il s'observe depuis plusieurs grandes économies asiatiques, les estimations montrent que c'était déjà le cas en 2003.

Source
Tendances mondiales de l'emploi, BIT, 2008.

Le prix juste ?

Dans le prix final, la part du salaire de l'ouvrier ou de l'ouvrière du Sud qui fabrique nombre des objets qui nous entourent compte à l'évidence très peu. Voici un exemple concret, avec cet objet est d'une grande marque. Si minuscule que décupler ces salaires de misère - et assurer un revenu décent à ces travailleurs - n'aurait qu'un effet marginal sur le prix au consommateur.



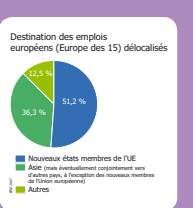
Nord-Sud et Est-Ouest : plus leur travail sera décent, plus le nôtre aura des chances de l'être aussi…

Et chez nous, avons-nous tous un travail décent ? La plupart des indicateurs économiques sont au vert, et le chômage est en baisse. Pourtant, des phénomènes comme la délocalisation sont relativement faibles, les pressions compétitives existent bien, et les emplois qui ne seront pas créés ou perdus chez nous à cause de celles-ci sont une réalité. De plus, la menace d'une délocalisation est une arme puissante, qui pousse travailleurs et syndicats à accepter des baisses ou des gels de salaire. A cela s'ajoute un grand nombre de travailleurs pauvres, la financiarisation de l'économie : les firmes transnationales, de plus en plus nombreuses, sont cotées en bourse et cherchent d'abord à rémunérer leurs actionnaires – aux dépens bien souvent des travailleurs, perçus comme un coût à réduire au maximum.

Défendre les droits des travailleurs du Sud ou des pays d'Europe orientale, c'est donc aussi défendre ceux des travailleurs ici. En tirant les conditions sociales, les rémunérations ou la sécurité des travailleurs du Sud et de l'Est vers le haut, nous préviendrons les tentants de la libéralisation des marchés de leur arme préférée : le chantage à l'emploi. Plus le travail sera décent ailleurs, plus le nôtre aura des chances de l'être aussi !

Source
Restructuring and employment in the EU : The impact of globalisation, European Restructuring Monitor, rapport 2007.
www.eurofound.europa.eu

Destination des emplois européens (Europe des 15) délocalisés



Non, l'esclavage n'a pas disparu

Aujourd'hui comme au Sud, des humains sont victimes du travail forcé. Servitude en Asie du Sud et en Amérique latine, où des employeurs ne payent pas ou peu leur travailleurs sous prétexte d'une dette qu'ils ont contractée. Esclavage en Afrique occidentale, travail forcé pour l'Etat en Asie (en Birmanie, en Chine). Mais aussi exploitation de travailleurs migrants chez nous. Le travail forcé, c'est un travail effectué sous la menace – d'être dénoncé à la police si on est clandestin, de ne jamais recevoir son salaire, de voir sa famille assassinée – et/ou contre la volonté de la personne. Et si les chiffres très élevés en Asie, région suivie par l'Amérique latine et puis l'Afrique subsaharienne, traduisent la persistance et la mutation des formes traditionnelles de servitude, ceux non négligeables des autres régions du monde mettent en évidence la naissance de nouvelles formes de travail forcé liées à la mondialisation, aux migrations et à la traite des êtres humains. Dans les pays industrialisés, les pays en transition, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, c'est la traite des êtres humains qui conduit majoritairement (75 %) vers le travail forcé.

Parmi les 12,3 millions de victimes du travail forcé dans le monde, la grande majorité sont exploitées par des personnes privées (9,8 millions; dont 2,4 du fait de la traite des êtres humains). Des Etats ou des groupes militaires rebelles obligent 2,5 millions d'individus à travailler pour eux. Selon ces estimations – minimales ! – quatre actifs sur mille seraient ainsi en situation de travail forcé.

Les premières victimes sont ici les femmes et les filles (56 % globalement, et 96 % pour l'exploitation sexuelle à des fins commerciales). Les enfants aussi sont particulièrement fragiles. 1/3 estime qu'ils représentent de 40 à 50 % des victimes… Plus largement, les plus pauvres, les migrants – indmis à l'intérieur d'un pays – et les victimes de discrimination – en raison de leur appartenance ethnique, religieuse, etc. – sont les cibles évidentes du travail forcé. Faire disparaître celui-ci nécessite donc les cibles, identifiant et sanctionnant ces violations des droits de l'homme, mais aussi des mesures efficaces et durables de réédquation des travailleurs libérés, de même qu'une sensibilisation plus vaste des populations. Il faut parfois mobiliser les autorités traditionnelles, agir sur le fonctionnement des marchés locaux et régionaux du travail. Encore une fois, des mesures de réduction de la pauvreté sont essentielles si l'on veut œuvrer contre le travail forcé.

Source
Une alliance mondiale contre le travail forcé, rapport BIT, 2005.
www.ilo.org

Un déséquilibre indécent

Ceci est une carte de « l'indice de pauvreté humaine » : plus la surface est grande, plus la taille de la population vivant dans la pauvreté y est importante. Le calcul est effectué en multipliant le chiffre de population par un ou deux indices de pauvreté.

La pauvreté n'est en effet pas qu'une question d'argent. Pour la mesurer, tous les pays n'utilisent pas les mêmes critères. Ainsi, les trente pays riches faisant partie de l'OCDE y fontent entrer les revenus et l'emploi à long-terme… mais pas l'accès à l'eau potable ni les enfants sous alimentés. Ce que font tous les autres pays du monde. Ce qui veut dire que les pauvres des pays riches sont matériellement dans une meilleure situation. Les autres indicateurs communs à tous les pays sont l'analphabétisme et l'espérance de vie.

Au final, comme on le constate, les régions riches (Amérique du Nord, Europe, Japon, Australie) disparaissent quasi de la carte. Tandis que l'Asie et l'Afrique prennent des proportions énormes. Comme la pauvreté qui y règne, pour la grande majorité de la population.

2006 ESRI Corporation (Source: Atlas du Le Monde diplomatique, Nouveaux Constats, 2006 Arte Editions)

Syndicaliste, un métier à hauts risques

En syndicaliste est extrêmement dangereux dans certaines parties du monde. Un peu plus encore en 2006 qu'en 2005, car le nombre de personnes assassinées en raison de leurs activités syndicales a augmenté, passant de 115 à 144. La Colombie est le pays le plus meurtrier au monde pour les syndicalistes : 78 d'entre eux y ont été tués en 2006. Dans l'ensemble du continent, des actions de grève ont été suivies d'arrestations ou de licenciements, des travailleurs ont perdu leur emploi en raison de leurs activités syndicales.

La violence a aussi augmenté en Asie, où les mesures de répression et les brutalités policières en réponse à des manifestations ou des grèves sont plus élevées que partout ailleurs, les Philippines se voyant décerner le titre peu enviable de pays le plus violent de la région. Même constat en Afrique, où la violence est monnaie courante, en Guinée par exemple, ou au Zimbabwe, en Afrique du Sud, au Kenya, au Maroc. Pour ce qui est du Moyen-Orient, les droits syndicaux sont toujours extrêmement restreints, voire inexistants.

En Amérique du Nord, des milliers de travailleurs étasuniens (classés dans une catégorie spécifique, les « superviseurs ») sont privés par la loi du droit de former un syndicat. D'autre part, le gouvernement québécois a retiré le droit de grève aux fonctionnaires publics. Et en Europe, les syndicats se plaignent d'une obligation des études en amélioration leur qualité, ce qui ferait baisser d'office d'entamé« sur le marché du travail, obligeant les employeurs à se tourner vers les adultes, permettant à leur tour à ceux-ci de mieux gagner leur vie – et de ne plus devoir envoyer leurs enfants au travail… Il faut à la fois et parallèlement lutter contre la pauvreté, augmenter les salaires et promouvoir l'éducation. Ce n'est que dans ces conditions que des succès ont pu être enregistrés.

Source
Le fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, BIT, 2006

Où sont les agriculteurs ?

Avec la révolution industrielle, la mécanisation, la rationalisation du travail et l'augmentation de la productivité, la profession d'agriculteur a littéralement disparu chez nous. La preuve par cette carte, où la taille des pays est proportionnelle au nombre d'habitants vivant de l'agriculture (ce qui comprend aussi la pêche et l'exploitation des forêts) : les superficies de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord, de l'Australie et du Japon sont extrêmement réduites.

L'agriculture est par contre la source d'emploi d'à peu près 63 % des Africains et de la moitié des Indiens. Or les trois quarts des extrême-ment pauvres vivent dans les zones rurales. Améliorer la situation des petits agriculteurs du Sud devrait donc être une priorité – en changeant les conditions de travail des agriculteurs pauvres (mécanisation…), en luttant contre l'inégalité dans la répartition des terres au Sud, en combattant la concurrence déloyale exercée par les agriculteurs subventionnées du Nord, et en se mobilisant contre la dégradation de l'environnement.

2006 ESRI Corporation (Source: Atlas du Le Monde diplomatique, Nouveaux Constats, 2006 Arte Editions)

Répartition de l'emploi par secteurs dans le monde de 1997 à 2007

Emplois
Les services prennent la tête

L'emploi sur notre planète est en pleine mutation. Alors que l'agriculture était depuis toujours la première pourvoyeuse d'emplois, ce sont aujourd'hui les services qui en fournissent le plus, avec 42,7 % – contre 34,9 % pour l'agriculture et 22,4 % pour l'industrie (1). Ces mouvements ont lieu à des vitesses différentes selon les régions. L'Asie du Sud-Est est celle qui sort le plus lentement de l'agriculture, suivie par l'Afrique subsaharienne, et c'est l'Asie du Sud – dont l'Inde – qui en sort le plus rapidement (-11,4 % en 10 ans). L'emploi se déplaçant non pas, comme on pourrait le croire, vers les services, mais bien vers l'industrie.

(1) Les chiffres 2007 sont des estimations. Ce déplacement de la valeur agricole par celui des services n'est apparu en 2006, mais, selon la Commission européenne, il s'observe depuis plusieurs grandes économies asiatiques, les estimations montrent que c'était déjà le cas en 2003.

Source
Tendances mondiales de l'emploi, BIT, 2008.

Le prix juste ?

Dans le prix final, la part du salaire de l'ouvrier ou de l'ouvrière du Sud qui fabrique nombre des objets qui nous entourent compte à l'évidence très peu. Voici un exemple concret, avec cet objet est d'une grande marque. Si minuscule que décupler ces salaires de misère - et assurer un revenu décent à ces travailleurs - n'aurait qu'un effet marginal sur le prix au consommateur.

Nord-Sud et Est-Ouest : plus leur travail sera décent, plus le nôtre aura des chances de l'être aussi…

Et chez nous, avons-nous tous un travail décent ? La plupart des indicateurs économiques sont au vert, et le chômage est en baisse. Pourtant, des phénomènes comme la délocalisation sont relativement faibles, les pressions compétitives existent bien, et les emplois qui ne seront pas créés ou perdus chez nous à cause de celles-ci sont une réalité. De plus, la menace d'une délocalisation est une arme puissante, qui pousse travailleurs et syndicats à accepter des baisses ou des gels de salaire. A cela s'ajoute un grand nombre de travailleurs pauvres, la financiarisation de l'économie : les firmes transnationales, de plus en plus nombreuses, sont cotées en bourse et cherchent d'abord à rémunérer leurs actionnaires – aux dépens bien souvent des travailleurs, perçus comme un coût à réduire au maximum.

Défendre les droits des travailleurs du Sud ou des pays d'Europe orientale, c'est donc aussi défendre ceux des travailleurs ici. En tirant les conditions sociales, les rémunérations ou la sécurité des travailleurs du Sud et de l'Est vers le haut, nous préviendrons les tentants de la libéralisation des marchés de leur arme préférée : le chantage à l'emploi. Plus le travail sera décent ailleurs, plus le nôtre aura des chances de l'être aussi !

Source
Restructuring and employment in the EU : The impact of globalisation, European Restructuring Monitor, rapport 2007.
www.eurofound.europa.eu

Destination des emplois européens (Europe des 15) délocalisés

Non, l'esclavage n'a pas disparu

Aujourd'hui comme au Sud, des humains sont victimes du travail forcé. Servitude en Asie du Sud et en Amérique latine, où des employeurs ne payent pas ou peu leur travailleurs sous prétexte d'une dette qu'ils ont contractée. Esclavage en Afrique occidentale, travail forcé pour l'Etat en Asie (en Birmanie, en Chine). Mais aussi exploitation de travailleurs migrants chez nous. Le travail forcé, c'est un travail effectué sous la menace – d'être dénoncé à la police si on